

Le Sommet Africain des Bibliothèques Publiques : une vision et un programme pour le continent

07 décembre 2012

ven 07/12/2012 - 13:23

Par **Viviana Quiñones**

C'est historique : pour la première fois, un sommet des bibliothèques publiques s'est tenu - à Johannesburg, du 19 au 21 septembre 2012 - à l'échelle continentale. Il a mis en évidence le besoin de politiques nationales en faveur d'un nouveau modèle de bibliothèque pour tous, véritable outil pour le développement. Un Réseau panafricain de Bibliothèques publiques voit le jour, qui doit travailler à la mise en oeuvre des recommandations du Sommet.

Une rencontre exceptionnelle

Les participants

C'est historique : pour la première fois, un sommet des bibliothèques publiques s'est tenu - à Johannesburg, du 19 au 21 septembre 2012 - à l'échelle continentale. Premier fait remarquable : tous les pays africains étaient invités et la plupart a pu répondre présent – mais l'Afrique du Nord était presque complètement absente. Ainsi, quarante-cinq pays africains étaient représentés, dont dix-neuf pays francophones¹.

Une occasion inédite et précieuse de partage entre les mondes encore dits anglophone, francophone, lusophone qui, sauf exception, communiquent très peu en matière de bibliothèques comme en bien d'autres domaines – les clivages du passé ont la vie longue, et en premier lieu ceux liés à la question de la langue d'éducation. Ainsi, si les « lusophones » parlent l'anglais ou le français, « anglophones » et « francophones » ne communiquent guère que par interprète interposé... Toutes les séances ont bénéficié de l'interprétation simultanée.

Une occasion exceptionnelle aussi de rencontre entre francophones : si « à l'époque de la coopération française » les directeurs des réseaux se retrouvaient parfois, si l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie) organise des réunions de coordonnateurs des CLAC², ce sommet a permis à des responsables et des bibliothécaires des pays francophones de se rencontrer.

Deux personnes de chaque pays africain étaient invitées. D'une part, un bibliothécaire particulièrement expérimenté ou innovant. D'autre part, un responsable des bibliothèques, à des niveaux divers, au sein du Ministère correspondant, ; ainsi un Ministre de la Culture, des Secrétaires, des Directeurs de cabinet, des Directeurs des réseaux. Voici donc un deuxième fait remarquable : la participation de responsables politiques.

Les 127 participants³ (voir la [liste](#)) incluaient aussi des représentants de l'Union Africaine, de la Communauté de l'Afrique de l'Est, du Forum parlementaire de la

SADC (Communauté de Développement de l'Afrique australe) et de l'UNECA (Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies). L'OIF était aussi présente. Enfin, des experts venus de 8 pays (Australie, États-Unis, France, Italie, Népal, Royaume-Uni, Ukraine), apportaient une ouverture sur le monde.

Les organisateurs

Une telle force de rassemblement provenait de deux organisateurs d'envergure : [l'IFLA](#), Fédération Internationale d'Associations de Bibliothèques et d'Institutions, et la [Fondation Bill et Melinda Gates](#).

L'[IFLA](#) se définit comme « la principale organisation internationale représentant les intérêts des bibliothèques, des services d'information et de leurs usagers » et « la voix mondiale des bibliothécaires et des documentalistes ». Elle soutient le développement des bibliothèques, notamment par son programme [ALP](#)⁴. L'IFLA a organisé ce Sommet à travers sa [Section Afrique](#) et son [Bureau régional pour l'Afrique](#) qui font ainsi preuve d'une volonté de s'investir davantage dans le secteur de la lecture publique et d'une prise en compte plus large des pays non anglophones.

La Fondation Bill et Melinda Gates est sûrement la fondation la plus importante au monde, consacrant environ 3 milliards d'euros par an au financement de projets. Elle travaille dans les domaines de la santé et l'agriculture mais aussi, très activement, en faveur des bibliothèques, par le biais de différents [programmes](#) et partenariats ; ainsi, depuis plusieurs années, un important partenariat est en cours avec l'IFLA.

Pour ce Sommet, la Fondation a pris en charge, entre autres, les frais de transport et de séjour des intervenants et des deux personnes invitées par pays africain, ainsi que ceux du cabinet ICWE qui a assuré cette organisation complexe de manière très efficace.

Le Sommet s'inscrit ainsi dans les politiques globales des organisateurs, dont la Présidente et la Directrice ont assisté à toute la rencontre. Les deux organismes participent à l'initiative « [Beyond Access](#) : Les bibliothèques impulsent le développement », pour que « toutes les bibliothèques publiques au monde soient des acteurs pour le changement social et économique ». Ainsi, le titre du Sommet tient lieu de programme : « Informer l'Afrique, développer l'Afrique ».

Une vision, un programme

Les objectifs fixés pour le Sommet étaient de « susciter une rencontre entre décideurs politiques et responsables de bibliothèques publiques afin de discuter des questions relatives aux bibliothèques du XXI^e siècle, aborder la question de la contribution des bibliothèques pour atteindre les priorités en matière de développement, partager de bonnes pratiques montrant l'influence des bibliothèques publiques en Afrique et dans le monde entier et étudier la possibilité de créer un réseau de bibliothèques publiques africaines ».

Les résultats attendus étaient « que les décideurs politiques soient mieux informés sur la question des politiques nationales de bibliothèques, comprennent comment les bibliothèques peuvent contribuer aux politiques nationales et régionales, connaissent de bonnes pratiques en bibliothèque et des façons de contribuer aux priorités en matière de développement ».

Le [comité d'organisation](#) a préparé un [programme](#) riche et réfléchi, dont une partie des communications sont [en ligne](#) (ainsi que des [photos](#)). Le comité était composé de quatorze professionnels dont douze du monde anglophone : cette quasi-absence de professionnels francophones dans le comité explique sûrement la quasi-absence d'expériences exemplaires de ces pays présentées dans le programme. Séances plénières, tables rondes, ateliers et séances « speed-geeking »⁵ ont été suivis de discussions avec la salle, les pauses et repas ont permis de prolonger les discussions - quand les participants avaient une langue commune de communication...

Les travaux ont ainsi dessiné une vision et un programme pour les bibliothèques publiques africaines, que nous présentons et commentons parfois ici.

Une refondation des bibliothèques publiques africaines

Ce n'est un secret pour personne que les bibliothèques publiques africaines ne sont pas suffisantes et souffrent de graves déficiences - nous en avons d'ailleurs souvent parlé dans *Takam Tikou* et nous avons mis en valeur de nouveaux modèles performants⁶. Mais, pour bien asseoir les travaux du Sommet, la Fondation Bill et Melinda Gates a commandité une enquête à laquelle ont répondu des représentants (surtout Directeurs des bibliothèques publiques) de 40 pays africains⁷.

L'enquête montre les défis importants à relever :

1. Manque de financement (budgets limités ou inexistant pour le fonctionnement, retards dans le déblocage des fonds disponibles, manque de personnel

expérimenté pour préparer les demandes de budget...)

2. Manque de personnel formé ; quand les programmes de formation en bibliothèque existent, ils sont peu adaptés aux bibliothèques publiques

3. Locaux, équipements et collections inadaptés, insuffisants et/ou dépassés

4. Absence de politiques nationales (sauf quelques exceptions)

5. Manque d'accès aux technologies numériques (TIC).

La communication inaugurale d'Adama Samasséko⁸ a mis en valeur deux autres constats : les représentants politiques ne sont pas conscients de l'importance des bibliothèques publiques, qui manquent cruellement en Afrique ; quand elles existent, elles souffrent de graves déficiences dont une principale : la majorité de la population, peu ou pas alphabétisée dans les langues de l'écrit, en est exclue. « On est en droit d'interpeller les gouvernants ».

Il n'est donc pas seulement nécessaire de relever les défis posés par la situation actuelle, mais bien de refonder la bibliothèque publique. Au-delà des difficultés des bibliothèques telles qu'elles sont aujourd'hui, c'est donc d'un besoin de redéfinition qu'il s'agit : la bibliothèque cesserait d'être seulement un réservoir de livres pour les études⁹. Ceci implique évidemment aussi de repenser le rôle de la bibliothèque publique, largement sous-estimé actuellement.

La bibliothèque publique, outil pour le développement

L'enquête citée¹⁰ montre que, pour les Directeurs, la bibliothèque contribue déjà actuellement au développement : par le soutien qu'elle apporte à l'éducation formelle et aux apprentissages informels, par l'encouragement à la lecture, par l'accès qu'elle donne à l'information et par les activités culturelles et de loisirs qu'elle propose. Mais cette contribution est à élargir à d'autres modalités d'action et à soutenir davantage. Les communications du Sommet ont insisté sur le rôle de la bibliothèque publique comme moteur pour le développement, pour lequel l'accès à l'information est décisif (et pour ceci, les ressources électroniques sont désormais indispensables). Ainsi, l'initiative Global Access pose la question : [Est-on en train de négliger un moteur potentiel du changement économique et social ?](#) Et Global Access met en valeur ce rôle moteur dans un autre document, avec des exemples : [Les bibliothèques impulsent le développement : Comment les bibliothèques publiques contribuent à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement](#). « Les efforts en matière de développement apportent de meilleurs résultats lorsqu'ils sont ancrés dans des institutions locales durables. Néanmoins, les ressources sont souvent dépensées pour créer des choses nouvelles plutôt que pour bâtir sur ce qui existe. Or, les pays en voie de développement bénéficient déjà de pôles communautaires reconnus qui peuvent servir de plateformes pour le développement : ce sont les bibliothèques publiques. »

Ainsi, la bibliothèque est-elle conçue comme un outil essentiel pour les politiques nationales de développement car elle aide les gouvernements à mener à bien leurs politiques dans tous les domaines. Elle est un moteur pour le changement social et économique, car capable de transformer les économies locales et la vie des gens, de leur donner les outils pour réussir.

Des politiques nationales pour les bibliothèques publiques

Elles sont donc indispensables : elles donnent une vision, aident à décider des priorités, à rassembler les forces, à organiser... et assurent la pérennité. Elles doivent être revues – idéalement tous les dix ans, en fonction de l'évolution des objectifs nationaux de développement et de l'évolution des bibliothèques, qui sont « des organismes vivants »... S'il n'existe pas de politique nationale, elle est à créer.

Une politique permet de planifier et de coordonner les bibliothèques publiques d'un pays; elle est déterminée en rapport avec les objectifs nationaux, propose un plan d'action et décide quels en seront les acteurs. Elle se prépare après une évaluation des besoins, en consultation avec tous les usagers (école, associations...) et en lien avec les autres politiques - linguistique, d'éducation, de la culture, l'agriculture, la santé, les TIC... - car, transversale, elle doit aider chaque secteur à atteindre ses objectifs. Ainsi, la politique pour les bibliothèques est-elle toujours en rapport avec le contexte propre à un pays et tient compte de ses priorités : il n'y a pas de modèle unique ; toutefois, on peut apprendre de l'expérience des autres, c'est pourquoi l'organisme britannique NIDA, membre du Comité d'organisation du Sommet, a élaboré en avril 2011, suite à des recherches et des études de cas, un [Cadre-type d'élaboration d'une politique de bibliothèques publiques](#).

Deux pays montrent la voie et ont partagé leur expérience : le Botswana (voir la [présentation de Ruth Maphorisa](#)) et la Namibie, dont la politique de 1997 est en révision actuellement¹¹. Le cas de Maurice est intéressant aussi, puisque l'île dispose d'un Conseil pour les bibliothèques, pour en réguler l'activité, et de trois associations professionnelles. Les bibliothèques y sont considérées comme partenaires pour l'accès aux TIC.

Dans certains pays, les politiques sont en cours d'élaboration. Dans les pays francophones, les bibliothèques publiques sont un élément d'une politique pour le livre

et la lecture, quand cette politique existe - mais elle est souvent ancienne ou bien reste, comme l'a dit l'un des participants, « lettre morte »... Peut-être parce que ces politiques ont été inspirées par des modèles étrangers, ou bien impulsées par la Coopération française ou l'OIF et ne provenaient pas vraiment d'une initiative du pays... ?

En tout cas, comme l'a cité [Justin Chisenga](#), « les bibliothèques sont des institutions très aimées, mais elles ne peuvent survivre qu'avec des accolades »... Une politique nationale nécessite des moyens : les gouvernements doivent investir dans les bibliothèques, avec un pourcentage significatif des budgets nationaux. C'est après que les gouvernements ont pris l'initiative que les partenaires extérieurs pourront venir aider.

Enfin, la politique nationale doit être mise en rapport avec la politique des villes. Elle doit l'être aussi avec les politiques régionales et continentale - l'Union Africaine devrait l'élaborer, créer un cadre-type qui servirait de base pour les politiques nationales, décider que les états doivent les porter par des budgets significatifs, soutenir le Réseau de Bibliothèques publiques africaines qui sera créée.

Un nouveau modèle de bibliothèque publique

Kay Raseroka (Botswana), ancienne Présidente de l'IFLA, l'a bien exprimé : « Nous devons nous réinventer »... Un nouveau départ s'impose, mais pour aller où ? Et comment ? Au fil des communications et des discussions une conception des bibliothèques publiques a été dessinée, à travers des idées, des principes et de bonnes pratiques mises en avant :

Une bibliothèque pour tous, ancrée dans la communauté

La bibliothèque appartient à toute la société et contribue au développement de tous. Sa priorité, c'est de répondre aux besoins de chacun, d'avoir un impact sur la vie de chacun, de donner à tous les outils pour réussir. La bibliothèque s'engage avec la communauté et aide à sa cohésion. La bibliothèque pour tous, que l'on doit pouvoir trouver dans l'ensemble du territoire, agit pour une société inclusive, développant des stratégies pour avoir un impact sur tous.



Adama Samassékou. © Andrew Howes

Cela a d'importantes implications. D'abord, la bibliothèque ne doit plus s'adresser seulement à une minorité de personnes lettrées, mais se baser sur un « multilinguisme fonctionnel convivial » ou « rapport harmonieux entre les langues » (voir la [communication inaugurale d'Adama Samassékou](#)) : l'oralité et les documents en d'autres langues que celle de l'enseignement y ont toute leur place. Ainsi, [Charles Kamdem](#) parle de la bibliothèque « 3^e lieu » après la maison et l'école ou le travail, comme un lieu de vie, de « culture chaude » où « se côtoient allègrement l'oral et l'écrit »... (Rapellons que *Takam Tikou* a consacré son dernier dossier annuel à la question du multilinguisme en bibliothèque jeunesse, cf en particulier l'article "[Langues et lecture dans les bibliothèques africaines](#)").

Par ailleurs, la bibliothèque doit prendre en compte les personnes qui ont des besoins particuliers à cause de difficultés physiques ou psychiques, aussi bien que les populations immigrées.

La bibliothèque doit proposer un espace et des services pour chaque secteur de la population. Ils sont basés sur les besoins, qu'elle s'efforce de connaître en consultant les différents secteurs avant de lancer un service et en menant des évaluations périodiques des besoins, que ce soit pour l'information, la récréation, l'éducation, l'emploi...

Elle doit se reconstruire autour des besoins des usagers d'aujourd'hui et offrir les services nécessaires, avec des partenariats divers. Et aussi avec la participation active des usagers, qui s'impliquent, en y travaillant de manière bénévole ou autrement, comme nous le verrons plus bas.

De nombreuses pratiques plus ou moins innovantes dans des bibliothèques africaines ou hors Afrique ont été valorisées. Parmi celles qui touchent les enfants et les jeunes : l'aide aux devoirs, les activités avec les écoles ou dans les écoles mais aussi l'accueil de jeunes enfants pour des lectures et des jeux à des moments où les parents sont aux champs, la formation aux TIC, l'aide à la rédaction d'un curriculum vitae et à la recherche d'emploi, des formations pour les jeunes sans travail. Pour les adultes, les réunions de femmes, dans des zones où elles n'ont pas d'autre lieu de rencontre, les réunions de coopératives, la formation aux TIC pour les agriculteurs et pour les commerçants qui vendent leurs récoltes, la confection de bases de données pour agriculteurs, en langues nationales, l'information pour la santé, l'accès aux services numériques du gouvernement, comme la demande de passeports...¹² On peut lire l'exemple remarquable du Népal, « Bibliothèques villageoises pour le développement des villages »¹³ et celui du Botswana¹⁴.

Les nouvelles technologies, indispensables

Les nouvelles technologies sont désormais au cœur de la bibliothèque. Elles sont indispensables pour le développement : « les ordinateurs tuent les sauterelles »...¹⁵ Dans leur politique pour l'accès des populations à Internet, les gouvernements doivent considérer la bibliothèque comme un lieu privilégié. Elle donne accès à la WiFi et met des ordinateurs à disposition. Le document "[Providing Internet Access Through Public Libraries: An Investment in Digital Inclusion and Twenty-First Century Skills](#)" de Beyond Access donne des exemples dans divers pays, et des recommandations pour les gouvernements et pour les bibliothèques.

Mais l'accès aux nouvelles technologies ne se limite pas à Internet. Il implique aussi de proposer des catalogues en ligne et surtout des ressources électroniques, sur place et à emprunter - eBooks, podcasts¹⁶ et musique ; de diffuser information et contenus par le biais des réseaux sociaux et, surtout, des téléphones portables, de plus en plus présents en Afrique ; de donner accès à un bouquet de chaînes de télévision...

La présence des TIC est accompagnée de formations à l'utilisation et de programmes basés sur cette utilisation : en Égypte, par exemple, une bibliothèque propose des animations « Les enfants créent leurs propres eBooks », « Jeunes journalistes », « Jeunes scientifiques », « Amis de l'environnement »...¹⁷

Pour l'instant, ce sont surtout des financements extérieurs qui assurent la présence des nouvelles technologies dans les bibliothèques d'Afrique.

Des contenus adaptés, dans la langue et le support appropriés

Une question essentielle est celle de l'adaptation des contenus aux besoins de chacun et de la mise à disposition de ces contenus dans la langue et sur le support qui conviennent (voir [l'atelier « Des stratégies pour fournir des contenus adaptés et opportuns »](#)). Ceci implique d'une part de donner une place aux contenus oraux dans les différentes langues, qu'ils soient « en direct » (séances de contes, transmission orale de connaissances, débats), numérisés (« oralothèque ») ou imprimés. La bibliothèque se procure ces ressources quand elles existent et développe des actions pour en produire – par exemple en offrant des espaces de travail aux producteurs de contenus locaux, préservant ainsi le patrimoine culturel local et y donnant accès, y compris en développant des ressources en ligne. D'autre part, la bibliothèque acquiert évidemment un choix réfléchi de contenus produits ailleurs, imprimés et numériques ; ces derniers doivent parfois être adaptés au contexte et aux besoins locaux.

Ainsi, la bibliothèque des territoires du Nord australien collecte, avec la participation active des usagers de tous âges de vingt communautés aborigènes, des histoires orales traditionnelles ou du présent, en utilisant des iPads pour les filmer et les visionner ; au Malawi, des enregistrements de contes sont réalisés dans tout le pays, donnant lieu à des livres pour enfants ; en RDC, la Bibliothèque de Kinshasa conserve des documents de la vie sociale (horaires des bateaux, concerts...) ; au Cameroun, une collecte de proverbes se fait à travers le pays, qui donnera lieu à des publications destinées aux bibliothèques ; au Népal, la recherche de besoins en contenu a donné lieu à la production de 4500 documents satisfaisant les demandes des usagers...

Des partenariats multiples

Kay Raseroka l'a dit : il faut « sortir du bâtiment »... La bibliothèque développe des partenariats et des réseaux. Dans son pays, avec le secteur public (l'éducation, la santé, le tourisme, l'agriculture, les communications...) et avec le secteur privé. À l'étranger, avec les organismes de coopération des Etats, les ONG, les fondations, les agences pour le développement, et aussi avec des bibliothèques. Une bibliothèque du Népal travaille dans des projets pour l'éducation des enfants avec trente-deux partenaires locaux et nationaux !

Des stratégies pour la pérennité

Il revient à la bibliothèque d'agir pour assurer son financement, tant au moment du lancement des actions que par la suite, en développant des stratégies diverses. Le lobbying auprès des responsables politiques est indispensable, ainsi que le renforcement des associations professionnelles, les démarches pour la recherche de fonds auprès d'organismes et d'entreprises locaux et internationaux et les campagnes au niveau des utilisateurs – au Népal, outre les méthodes traditionnelles pour la récolte de fonds, on demande aux familles de donner, si elles n'ont pas d'argent, un peu de ce qu'elles cultivent, que ce soit du riz ou des pommes de terre : ceci fait partie de l'engagement de la communauté en faveur de la bibliothèque. Enfin, la bibliothèque développe des activités rentables : radio villageoise, fabrication de meubles ou location d'espaces à des boutiques commerciales au Népal ; location de salles pour séminaires, concession à un restaurant, ateliers payants, espace informatique payant au [CLAC de Yaoundé](#).

Communiquer

La bibliothèque travaille à sa promotion auprès des instances décisionnaires mais aussi auprès des différents publics. Elle célèbre ses réalisations, ses succès ; elle met en valeur des résultats visibles, fait son « marketing » : par la radio, la télévision, la presse écrite, Internet...

Le bibliothécaire, un agent à former pour le changement

La formation du personnel s'impose. Il doit acquérir les compétences nécessaires à ce modèle de bibliothèque : celles que les nouvelles technologies demandent, mais aussi bien au-delà, en matière de dynamique des groupes, de psychologie... - et, en fait, dans d'autres domaines qui n'ont peut-être pas été assez évoqués : l'animation, la prise en compte de l'oralité, la création de contenus, la conduite de projets, la recherche de financement, la communication... et les langues.

En tout cas, les formations actuelles sont à repenser, et à « africaniser »¹⁸. Les écoles de bibliothécaires pourraient se réunir autour de ce travail d'adaptation des formations ; les associations professionnelles ont aussi un rôle important à jouer en faveur du renforcement des capacités ; enfin, des organismes d'accréditation des formations sont à créer.

Les résultats du Sommet et son impact

Deux résultats considérables sont déjà visibles. Le premier, un [Communiqué](#) sous forme d'un appel concret, concis et détaillé aux bibliothèques publiques, aux États, à l'IFLA et à la Commission de l'Union Africaine. Il résume assez bien les constats et les directions à suivre, mais n'insiste pas assez sur la question de la formation des bibliothécaires, ne mentionnant que la formation aux nouvelles technologies

Le deuxième, la création d'un Réseau panafricain de Bibliothèques publiques, pour « parler d'une seule voix, veiller à ce que les bibliothèques publiques contribuent au développement de leur pays et aux objectifs du Millénaire pour le développement, et travaillent en accord avec le [Manifeste IFLA/UNESCO sur la Bibliothèque publique](#) ». Ce Réseau doit diffuser le Communiqué et travailler pour la mise en œuvre de ses recommandations.

On ne peut que se réjouir de ce Sommet dont les objectifs et les résultats escomptés ont bien été atteints, posant de bonnes bases pour une refondation des bibliothèques publiques. On ne peut qu'espérer que les participants s'engagent en conséquence, qu'il s'agisse bien du lancement d'une dynamique, et souhaiter longue et fructueuse vie au Réseau qu'il a été décidé de créer. En tout cas, *Takam Tikou y* contribuera en faisant connaître les avancements et en donnant la parole à ses membres.



© Andrew Howes

Notes et références

¹ Des pays – certains, bilingues – d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo), d'Afrique centrale et de l'Est (Burundi, Cameroun, République Centrafricaine, République du Congo, République Démocratique du Congo, Djibouti, Rwanda, Tchad) et de l'océan Indien (Madagascar, Maurice, Seychelles).[†]

² [Centres de Lecture et d'Animation Culturelle](#), ils sont au nombre d'environ 300, dans une vingtaine de pays francophones d'Afrique, de l'océan Indien, de la Caraïbe et du Proche-Orient.[†]

³ Pays représentés : Afrique du Sud, Australie, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap Vert, République Centrafricaine, République du Congo, République Démocratique du Congo, Côte-d'Ivoire

Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, France, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Italie, , Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigeria, Royaume-Uni, Rwanda, Sao Tome & Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Uganda, Ukraine, USA, Zambie et Zimbabwe.†

⁴ Ce « Programme d'action pour le développement par les bibliothèques » fonctionne par le biais des projets « [Construire de fortes Associations de Bibliothèques](#) » avec des formations sur place dans des pays sélectionnés, « [Petits projets](#) » et « [Programme international Leaders](#) ».†

⁵ Dans une grande salle, les intervenants disposent chacun d'un espace où ils s'adressent à un groupe de personnes pendant une durée courte (5 à 10 minutes) fixée d'avance. Une fois le temps fixé écoulé, le coordonnateur donne le signal pour que chaque groupe change de table pour écouter une autre présentation. La séance finit quand chaque groupe a écouté toutes les présentations. Ceci oblige les intervenants à répéter leur présentation plusieurs fois mais permet au public d'assister à un grand nombre de présentations courtes.†

⁶ Cf « [Au Sénégal, un réseau de bibliothèques exceptionnel : « Lire en Afrique »](#) » et « [Bibliothécaire : entrepreneur à multiples talents](#) ».†

⁷ « Rapport sur les bibliothèques publiques en Afrique : [Principaux défis, Bibliothèques publiques et développement, Politiques nationales de soutien aux bibliothèques publiques](#) ».†

⁸ Linguiste, ancien Ministre de l'Éducation et Directeur de la Bibliothèque nationale du Mali, ancien Secrétaire exécutif de l'Académie africaine des langues, Président du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines et du Réseau mondial pour la diversité linguistique.†

⁹ Une [Étude dans six pays africains sur la perception des BP](#) montre que la bibliothèque publique est perçue comme un lieu pour les livres et les études plutôt que pour l'innovation technique et la fourniture de services pour le développement, mais à tous les niveaux (gouvernement, bibliothécaires, public) on pense qu'elles peuvent œuvrer pour le développement, allant au-delà de la provision passive de livres et de l'information.†

¹⁰ Voir note 7.†

¹¹ Les cas de la Namibie et d'autres pays sont présentés dans la communication de Carol Priestley « [Vers une société basée sur le savoir : développer des politiques nationales de bibliothèques](#) », lors de la session organisée par le Groupe IFLA « Information nationale et la politique des bibliothèques », au congrès d'Helsinki, 2012.†

¹² D'autres exemples existent d'actions de « bibliothèques africaines pour le développement » que l'on peut lire dans les communications et aussi sur <http://www.eifl.net/plip> (en anglais) - EIFL offre d'ailleurs un [prix de l'innovation](#) en bibliothèque publique, dans différents domaines.†

¹³ « [Community libraries for community development](#) » de Sanjana Shresta (à compléter avec les images, dans un document PowerPoint, sur <http://www.african-public-libraries-summit.org/fr/resources.php>).†

¹⁴ Voir le PowerPoint de [Magdeline Engelton](#). Sur ce thème, voir le manuel [Sharing Knowledge for Community Development and Transformation : a Handbook](#) de Kingo J. Mchombu, éd. Gwynneth Evans. Oxfam Canada, 2e éd. 2002. †

¹⁵ Cf Justin Chisenga – en suivant l'avancement des sauterelles par GPS, des mesures ont pu être prises.†

¹⁶ Fichiers multimédia diffusés par Internet, que l'on peut télécharger.†

¹⁷ Voir la présentation de [Rasha H. Tawfik](#). †

¹⁸ Sur ce sujet, voir l'article dans Takam Tikou, « [Pour la prise en compte des traditions orales dans la formation des bibliothécaires](#) ».†

Étiquettes

- [Afrique](#)

- [bibliothèques](#)

Thumbnail

